

Convention collective

**ENTREPRISES AGRICOLES DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, HORTICULTURE ET PÉPINIÈRES
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(CHARENTE)
(7 juin 1990)**

(Etendue par arrêté du 13 juin 1991,
Journal officiel 29 juin 1991)

AVENANT N° 84 DU 23 MARS 2005

NOR : AGRS9597112M

Entre :

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles (UDSEA) de la Charente ;

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Charente ;

Le syndicat d'horticulture et pépinières des Deux-Charentes ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles de la Charente ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

L'union départementale du syndicat CGT de la Charente ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO de la Charente ;

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles, section de la Charente,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 24 « Classification des emplois » du titre IV de ladite convention est modifié comme suit :

Personnel d'exécution

Niveau I :

Exécution de travaux simples effectués sur indications précises de l'employeur ou de son représentant, n'exigeant ni connaissance spécialisée ni expérience professionnelle particulière. Le salarié pourra être amené à se déplacer avec un tracteur.

Niveau II :

1^{er} échelon :

Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire, compatible avec l'organisation du travail dans l'entreprise.

2^e échelon :

L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés de façon occasionnelle, sous la surveillance rapprochée d'un salarié qualifié. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon des consignes données.

Emploi correspondant aux connaissances professionnelles de niveau CAPA.

Niveau III :

1^{er} échelon :

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Selon le mode d'organisation du travail, l'emploi peut comporter tout ou partie des activités de l'entreprise.

Il a la capacité de repérer des anomalies ou des incidents sur les cultures, les animaux, de déceler les pannes élémentaires sur le matériel et de les réparer.

2^e échelon :

Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées, comme au premier échelon, mais dont l'étendue du champ d'action est plus large. Cet emploi demande au titulaire une plus grande autonomie quant à l'organisation de son travail, dans le cadre des instructions données.

Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements survenant lors de l'exécution du travail.

Emploi correspondant au référentiel du BEPA.

Niveau IV :

1^{er} échelon :

Emploi hautement qualifié s'exerçant suivant des directives générales reçues dans le cadre d'une large autonomie. Il demande une connaissance et expérience professionnelle certaine pour, au-delà de la simple observation ou appréciation de l'état des cultures, des élevages, des matériels, des travaux et d'une organisation de travail, établir un diagnostic, en rendre compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise. Il reste sous la responsabilité de sa hiérarchie, mais peut prendre toutes les initiatives nécessaires en cas d'absence de celle-ci.

2^e échelon :

Emploi relevant du 1^{er} échelon mais ouvrant sur une autonomie plus large permettant, dans le cas des responsabilités techniques qui peuvent lui être confiées, d'assurer la surveillance de la réalisation des travaux collectifs simples.

Cet emploi à l'échelon 1^{er} ou 2^e relève d'un niveau BTA ou Bac technique confirmé par une expérience professionnelle de même niveau.

Personnel administratif

Niveau I : agent administratif débutant.

Le salarié exécute des travaux simples de classement, de pointage, de saisie, sur indications précises et surveillance permanente d'un responsable.

Niveau II : agent administratif confirmé.

1^{er} échelon :

Le salarié exécute des tâches plus complexes (écritures comptables, saisie du courrier, informations clients) dans le respect des consignes journalières d'un responsable administratif ou de l'employeur.

2^e échelon :

Le salarié possède, par l'expérience, le savoir-faire requis pour exécuter l'ensemble des tâches administratives courantes dans le respect d'un planning général établi par un responsable.

Niveau III : secrétaire comptable – emploi qualifié.

1^{er} échelon :

Le salarié possède les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour assurer l'ensemble des tâches de secrétariat et d'écritures comptables sous les directives d'un responsable.

2^e échelon :

Le salarié possède les connaissances spécifiques relatives à l'entreprise et assure la tenue des comptes, prépare les balances, les factures, tient à jour les plannings de travail sous contrôle d'un responsable.

Niveau IV : technicien administratif – comptable – emploi hautement qualifié.

1^{er} échelon :

Le salarié assure son travail avec une large autonomie : il établit les déclarations administratives, fiscales et sociales, contrôle les documents de gestion. Il établit les documents comptables sous contrôle de l'employeur ou de son représentant. Il n'a pas à résoudre les problèmes posés, mais peut proposer des solutions à son supérieur hiérarchique.

2^e échelon :

Le salarié outre l'autonomie définie au 1^{er} échelon est responsable de la liaison avec les organismes sociaux et fiscaux, les clients et les fournisseurs, les banques et les assurances.

Il peut assurer la surveillance et l'organisation des tâches simples d'agents administratifs. Il rend compte à sa hiérarchie.

Cadre 3 : chef de service comptable et administratif.

Cadre chargé d'organiser et surveiller, sous sa responsabilité, l'ensemble des travaux administratifs et comptables.

Il a toute l'initiative pour résoudre les problèmes liés à sa fonction. Il rend compte au chef d'entreprise.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Angoulême, le 23 mars 2005.

(Suivent les signatures.)